

VIOLENTE ATTAQUE LOCALE DES ALLEMANDS. — LE TRAITÉ DE BUCAREST

# EXCELSIOR

9<sup>e</sup> Année. — N° 2732. — 10 centimes. — Étranger : 20 centimes.

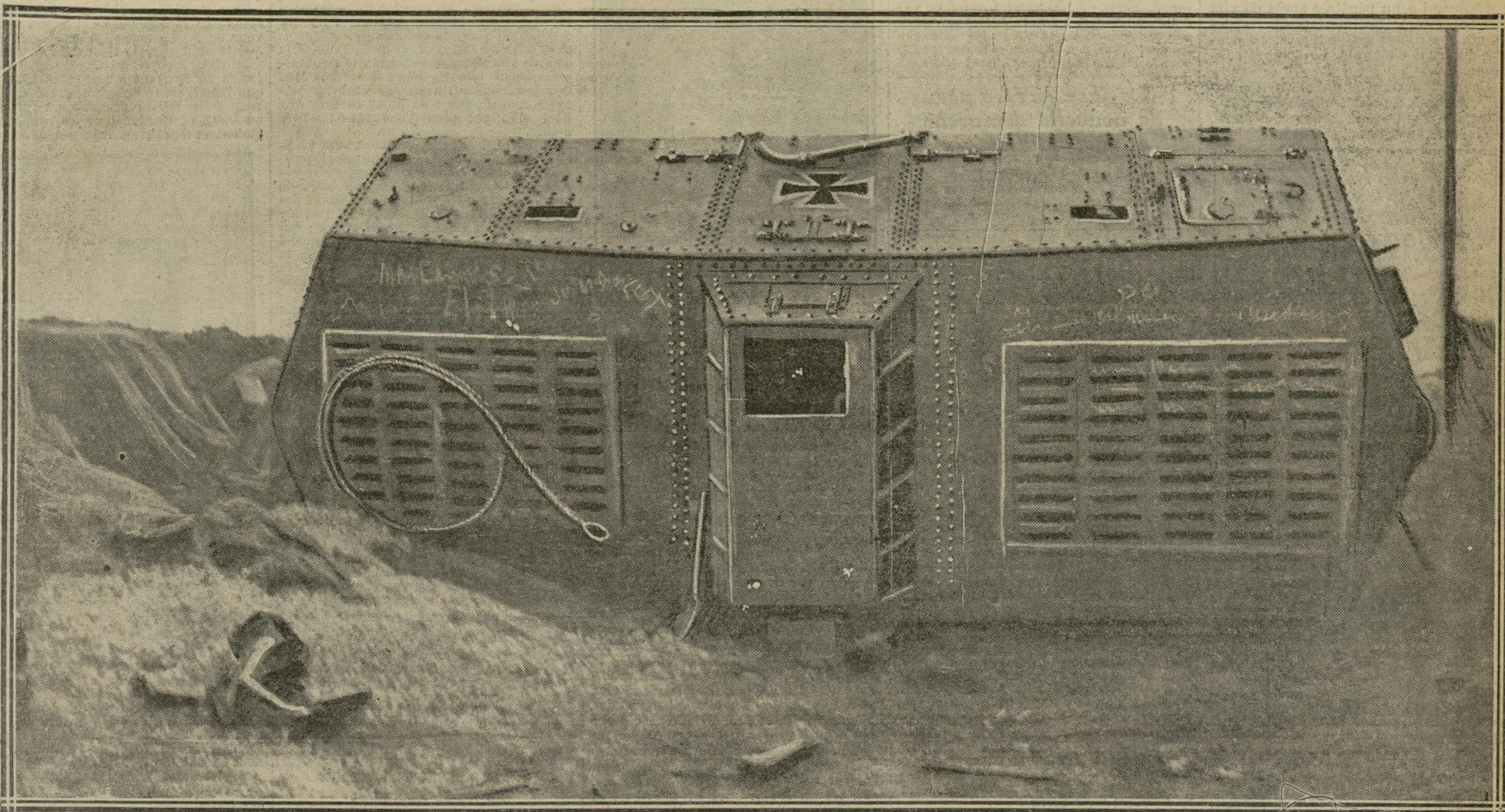
« Le plus court croquis m'en dit plus long qu'un long rapport. » — NAPOLEON

Jeudi  
9  
MAI  
1918

RÉDACTION & ADMINISTRATION  
20, rue d'Enghien, 20 — PARIS (X<sup>e</sup>)  
Téléphone : Gutenberg 0273 - 0275 - 1500  
Adresse télégraphique : EXCEL-PARIS  
TARIF DES ABONNEMENTS :  
France... 3 mois 10 fr.; 6 mois 18 fr.; 1 an 35 fr.  
Étranger... 3 mois 20 fr.; 6 mois 36 fr.; 1 an 70 fr.  
PUBLICITÉ : 11, B. des Italiens. - Tél. : Cent. 80-88  
PIERRE LAFITTE, FONDATEUR

## DEUX TANKS ALLEMANDS CAPTURÉS

*Premières photos des chars d'assaut ennemis arrivées hier à Paris*



TANK ALLEMAND CULBUTE DANS UNE CARRIÈRE, PRÈS DE VILLERS-BRETONNEUX. — ON VOIT ICI LE DESSUS ET LA TOURELLE



SOLDATS DU TIRAILLEURS MONTANT LA GARDE DEVANT UNE DES "CHENILLES" CAPTURÉES PAR LEUR RÉGIMENT

Lors des combats qui furent livrés au cours des dernières journées d'avril autour de Villers-Bretonneux, il fut donné aux combattants d'assister, pour la première fois, à un duel de tanks. L'affaire fut chaude. Mais elle ne tarda pas à tourner au désavantage de

l'ennemi. Ecrasées par le feu de notre artillerie lourde, heurtées de front par les chars d'assaut franco-britanniques, les monstrueuses "chenilles" allemandes furent désemparées. Ces deux-ci s'échouèrent dans une carrière où elles furent capturées par nos fantassins.



## ENTRE LA CLYTTE ET VOORMEEZEELE VIGOUREUSE ATTAQUE LOCALE DES ALLEMANDS

L'ennemi parvient au centre à pénétrer en certains points de la ligne franco-britannique: les combats continuent.

La lutte d'artillerie est redevenue très vive sur différents secteurs du front, notamment au sud de l'Avre, entre l'Avre et la Somme, et entre Meteren et Kemmel.

Dans la journée, les Allemands ont prononcé une attaque entre Kemmel et Voormezeele, dans la direction de l'étang de Dickebusch.

L'ennemi a pu pénétrer après de vifs combats dans quelques positions des premières lignes britanniques, au centre du front d'attaque. Le combat continue.

Ce n'est encore là qu'une action locale, destinée à préparer les voies à une offensive contre le saillant d'Ypres. Mais cette offensive elle-même, lors-



qu'elle se prononcera, pourra fort bien n'avoir que le caractère d'une diversion, relativement à une opération plus importante qui emploierait la majeure partie des forces de l'adversaire. Nos mesures seront prises en conséquence.

Jean VILLARS.

### LES TROUPES CONTINENTALES ANGLAISES VIENDRONT-ELLES EN FRANCE ?

LONDRES, 8 mai. — Le Daily Chronicle écrit :

« Nous pouvons dire que la décision d'envoyer en France un nombre considérable des troupes jusqu'ici en réserve pour la défense de la côte orientale de l'Angleterre est probablement à l'heure actuelle nécessaire, même en dehors de la protection navale.

« Dans la phase présente de la guerre, la meilleure manière de rendre même une tentative d'invasion impossible est sans doute de retenir les armées allemandes en France si complètement occupées qu'elles ne puissent pas avoir de troupes disponibles pour une aventure périlleuse outre-mer. » (Havas.)

### DÉCLARATIONS DE M. ORLANDO SUR L'UNITÉ DE FRONT

LONDRES, 8 mai. — Le correspondant du Morning Post sur le front italien a interviewé M. Orlando à son arrivée de France. Le président du Conseil lui a fait part de sa satisfaction d'avoir pu se rendre compte que les chefs militaires alliés ont l'assurance d'avoir arrêté la ruée allemande, et que l'och est maître de la partie.

« Avec les grands capitaines de l'histoire, il partage le don de puiser la force dans une situation difficile, et le danger développe ses facultés. »

M. Orlando a dit que les troupes italiennes en France s'y accoutaient rapidement et qu'elles étaient prêtes à entrer bientôt dans la lutte. Le président du Conseil a ajouté :

« L'Italie participe à l'intime union militaire et politique qui s'affirme toujours davantage entre les nations de l'Entente, devant l'aggravation de la menace ennemie. La conférence d'Abbeville a reconnu l'unité de front de la mer du Nord à l'Adriatique, unité qui est une véritable vérité concrète.

Parlant de la possibilité d'une attaque autrichienne contre le front italien, dans le but de consolider le moral autrichien affaibli, M. Orlando a dit :

« Nos soldats attendent cette attaque avec calme et confiance. » (Havas.)

## COMMUNIQUÉS FRANÇAIS

14 HEURES. — Grande activité des deux artilleries, au cours de la nuit, au nord et au sud de l'Avre.

Plusieurs coups de main tentés par l'ennemi à l'ouest de Montdidier, ainsi que dans les régions de Hangard, Thennes et Grivesnes ont échoué. Nous avons fait des prisonniers. Rien à signaler sur le reste du front.

23 HEURES. — Activité des deux artilleries au nord et au sud de l'Avre, sans action d'infanterie.

Journée calme sur le reste du front.

## COMMUNIQUÉS BRITANNIQUES

13 HEURES. — Nous avons un peu avancé notre ligne en trois endroits à la suite d'opérations locales exécutées avec succès, la nuit dernière, entre la Somme et l'Ancre. Nous avons fait plusieurs prisonniers.

L'artillerie ennemie s'est montrée active, au cours de la nuit, entre Locon et Robecq et dans les environs de Saint-Julien.

Ce matin, de bonne heure, l'artillerie ennemie s'est montrée encore plus active dans le secteur Meteren-Kemmel.

21 H. 30. — Ce matin, entre la Clysse et Voormezeele, au cours d'une vigoureuse attaque locale contre les troupes françaises et britanniques, l'ennemi est parvenu, au centre de son attaque, à pénétrer, après de vifs combats, en certains points de notre première ligne.

Les combats continuent dans ces localités.

Partout ailleurs, les attaques ennemies ont été repoussées.

Pendant la nuit, à la suite d'une heureuse opération locale, les troupes françaises ont avancé leur ligne au sud de la Clysse. On a fait quelques prisonniers.

Sur le reste du front, rien à signaler.

## IL N'Y A JAMAIS EU d'offre de paix acceptable pour les pays alliés

Telle est la conclusion de la commission des Affaires extérieures de la Chambre, qui prit connaissance du dossier d'Autriche.

On nous communique le procès-verbal suivant : La commission des Affaires extérieures s'est réunie hier, sous la présidence de M. Franklin-Bouillon.

Comme conclusion de son étude sur le dossier autrichien, elle a voté la motion suivante :

La commission des Affaires extérieures, après avoir examiné les documents et recueilli les témoignages relatifs aux conversations de paix engagées et poursuivies par l'Autriche-Hongrie en 1917-1918, constate que ces conversations n'ont offert à aucun moment l'occasion d'une paix acceptable pour la France et pour ses alliés.

### Le pape ne fera pas de nouvelle démarche en faveur de la paix

ROME, 8 mai. — Le Vatican dément absolument les bruits qui ont couru sur la publication d'un nouveau document diplomatique du Pape au sujet de la paix.

### Un sénateur américain propose d'annuler la dette de la France

WASHINGTON, 8 mai. — Le sénateur Kenyon a soumis à l'agrément du Sénat une proposition tendant à annuler la dette de guerre contractée par la France vis-à-vis des Etats-Unis et à supprimer tous paiements des intérêts de cette dette.

Cette proposition a été envoyée pour étude à la commission des finances.

### Nungesser abat deux avions

Le lieutenant Nungesser, le champion aux dix-sept blessures, deux fois réformé et qui n'a jamais consenti à abandonner sa place au front, vient de remporter coup sur coup deux nouvelles victoires, et d'abattre ses 33<sup>e</sup> et 34<sup>e</sup> avions ennemis.

Nungesser, qui à la mort de Guynemer se trouvait en tête du palmarès de nos chasseurs, avait été immobilisé plusieurs mois par ses blessures. Le jeune sous-lieutenant l'ontek lui avait ravi dernièrement la première place parmi nos as, en remportant, en deux mois, mars et avril, dix victoires. Le vétéran, loin d'abdiquer, menace à nouveau son jeune rival. Souhaitons que se poursuive longtemps cette émulation, dont les avions boches font les frais.

### Le nouveau champ de mines de la mer du Nord

MILAN, 8 mai. — On mande de Londres au Corriere della Sera :

« La décision d'obstruer la route de la mer du Nord à l'Atlantique, l'aide d'un barrage de mines sans précédent fut prise il y a un an environ, à l'époque où lord Jellicoe était chef de l'Amirauté : ce qui peut expliquer la prédiction faite il y a deux mois par le même amiral Jellicoe, suivant laquelle, dans le courant du mois d'août au plus tard, la menace des sous-marins serait conjurée.

« A l'exception des chefs suprêmes de l'Amirauté et du gouvernement, personne n'eut vent des longs travaux préliminaires nécessités par la préparation du matériel et l'établissement d'un champ de mines, bien que la fabrication des mines ait absorbé pendant bien des mois la production totale de nombreux établissements.

« L'annonce de l'Amirauté a pris par surprise l'ennemi, lequel, comme on le sait, se préparait à intensifier plus que jamais dans les mois prochains l'activité des sous-marins dans l'Océan Atlantique. »

### Le maire de Reims officier de la Légion d'honneur

Par décret en date du 8 mai, le D<sup>r</sup> Langlet, maire de Reims, est nommé officier de la Légion d'honneur.

Sont nommés chevaliers : M. Simonet, directeur de l'Asile d'aliénés de Pailleur (Nord) ; le D<sup>r</sup> Samson, conseiller municipal d'Hazebronn ; le D<sup>r</sup> Hoel, médecin des hôpitaux de Reims.

## AUJOURD'HUI AUX COMMUNES GRAND DÉBAT

La lettre du général Maurice sera l'occasion d'un assaut

L'incident qui vient de surgir dans la politique anglaise est d'une gravité exceptionnelle, car il unit à la fois l'élément militaire et l'opposition parlementaire.

La lettre du général Maurice — dont on connaît les rapports avec sir William



LE GÉNÉRAL MAURICE

Robertson, qui a donné sa démission cet hiver pour protester contre le conseil de Versailles — a été publiée par quatre des plus grands journaux de Londres, et elle contient contre le gouvernement des accusations graves et qui appellent nécessairement, en premier lieu, des sanctions disciplinaires contre cet officier. En effet, sir Frederick Maurice ne reproche pas moins à M. Bonar Law que d'avoir fait au Parlement des déclarations inexacts sur la situation militaire.

C'est ici qu'il faut très grave du général Maurice a pris un caractère politique. M. Asquith, chef du parti libéral, qui est pour près de moitié dans l'opposition, a demandé des explications au gouvernement de M. Lloyd George, qui s'est déclaré prêt à les fournir à deux arbitres choisis par M. Asquith lui-même. Mais M. Asquith n'a pas accepté cette procédure, et il doit proposer à la Chambre des Communes de voter la nomination d'une commission d'enquête.

C'est aujourd'hui que le débat viendra devant la Chambre. M. Lloyd George est résolu à répondre très complètement sur le sujet général soulevé par la lettre du général Maurice, mais en refusant d'entrer dans les questions de chiffres. S'en tenant à son offre première de la constitution d'un jury, le Premier demandera à la Chambre de rejeter la proposition d'enquête parlementaire de M. Asquith.

Le président du Conseil roumain déclare : « Le traité a subi dans les dernières négociations quelques modifications favorables à la Roumanie, et il porte le nom de « Paix de Bucarest ».

## LE TRAITÉ DE BUCAREST signé entre la Roumanie et les Empires centraux

Une question reste en suspens: l'attribution de la Dobroudja. Elle est un sujet de discorde pour la Quadruplice.

Les Allemands publient le texte du traité de Bucarest, texte qui ne change rien à ce que nous savions de la paix imposée par l'Allemagne à la Roumanie. De ce document considérable, il ressort avec évidence que l'Allemagne veut traiter l'Etat roumain comme un Etat vassal qu'elle exploitera économiquement au même titre qu'une colonie.

La paix avec la Roumanie est donc conclue — jusqu'à la révision qu'entraînera inévitablement la paix générale. Mais il y a déjà une question qui reste en suspens: c'est celle de l'attribution de la Dobroudja enlevée aux Roumains et promise aux Bulgares, mais que les puissances centrales, très prudemment, n'ont pas voulu remettre aux mains de leur alliée la Bulgarie, dont elles ont plus d'une raison de se méfier.

En outre, les Turcs s'élèvent avec vivacité contre l'idée que les Bulgares puissent s'agrandir sans qu'eux-mêmes reçoivent une compensation. Les souvenirs de la première guerre balkanique ne sont pas encore oubliés à Constantinople, et l'on s'y méfie des ambitions de Ferdinand I<sup>er</sup>, qui rêvait en 1912 de se faire couronner à Sainte-Sophie. La Turquie exige donc la restitution du chemin de fer de la Maritza cédé aux Bulgares en 1915 pour payer leur entrée dans la guerre.

La Bulgarie, sachant que l'Allemagne soutient les demandes turques, serait prête à s'incliner, mais elle exige une contrepartie : l'Albanie méridionale, par exemple, ou même Salonique. Et, à son tour, elle requiert une garantie : celle que les Turcs ne puissent élever aucune prétention si elle s'agrandit encore.

M. de Kühlmann, qui penche pour favoriser la Turquie, est dans une position assez difficile au milieu de cette discussion de ses alliés, qui a pris une tournure assez désagréable. Il sera difficile à l'Allemagne de mettre d'accord ces défiances mutuelles et ces appétits.

### Le kaiser exprime sa satisfaction

BALE, 8 mai. — On annonce de Berlin que le chancelier Hertling a informé officiellement le kaiser de la conclusion définitive de la paix avec la Roumanie.

Dans sa réponse le kaiser, après avoir rendu hommage à ses diplomates, s'exprime ainsi :

« J'éprouve le besoin de vous adresser mes plus chaleureux remerciements à vous et à vos collaborateurs à cette occasion.

« Dieu nous aidera à briser la résistance des puissances qui sont en guerre avec nous et à rendre la paix victorieuse. »

Le kaiser, à la suite de ce télégramme, a conféré au chancelier Hertling, la croix de 1<sup>re</sup> classe.

### M. Marghiloman télégraphie au roi de Roumanie

BALE, 8 mai. — On apprend de Bucarest que M. Marghiloman a annoncé, par télégramme, la signature de la paix au roi Ferdinand de Roumanie.

Le président du Conseil roumain déclare : « Le traité a subi dans les dernières négociations quelques modifications favorables à la Roumanie, et il porte le nom de « Paix de Bucarest ».

### Le ministre du Portugal à Paris rappelé à Lisbonne

LISBONNE, 8 mai. — M. Bettencourt-Rodrigues, ministre du Portugal à Paris, vient d'être appelé télégraphiquement.

## LA DERNIÈRE JOURNÉE DE LA PREMIÈRE VENTE DEGAS

Elle a produit près de 1.700.000 francs

La dernière journée de cette première vente Degas a battu le record de la précédente. Le plus gros prix s'est élevé à 100.200 francs. Ce fut une lutte pathétique entre amateurs accentuant le crescendo avec une allégresse courageuse. « Nous avons acquis pour 100.000 ! » Ce chiffre paraît si modeste qu'il est immédiatement doublé, triplé. A 37.000, le commissaire-priseur prononce : « Personne ne couvre l'enchère ? » Et c'est un feu croisé de réponses. De 52, on passe à 64, 70, 75 et 80.000. A 94, 95 et 96.000, la salle entière se passionne, et l'ascension des chiffres se poursuit. A 100.000 il y a un brouhaha,



LE TABLEAU « EXERCICES DE DANSE » QUI FUT VENDU 100.200 FRANCS

et tous les cœurs se tendent : on regarde la toile de 73 centimètres sur 92 ; on écoute les deux derniers éclats de la surenchère, et l'on applaudit lorsque la chute du marteau consacre à 100.200 la vente de ces Exercices de danse : Au foyer. Les autres Danseuses au foyer, qui viennent ensuite, montent à 40.500. « Un peu plus vite, je vous prie, messieurs », prononce le commissaire-priseur, que presse la lente tombée du jour. Après cette toile, les acquéreurs, qui ont repris du souffle, repartent

pour les 100.000 avec le Portrait de Dürer et s'arrêtent brusquement à 95.000.

On adjuge un Groupe de danseuses 80.100 francs. La dernière surenchère a été de 5.000, alors qu'on procédait ordinairement par fractions de 100 ou de 500 francs. Le Portrait de femme (robe blanche, chapeau noir) fait 75.000 ; deux Danseuses au foyer, 56.000 (n<sup>o</sup> 70 du catalogue) et 40.500 (n<sup>o</sup> 47).

Trois toiles ont été vendues 37.100 et 37.000 : Violoniste et jeune femme tenant un cahier de musique (le premier acquéreur offrait 5.000), Femme vue de profil assise dans un fauteuil (premier acquéreur, 3.500) et Répétition au foyer de la danse.

Pour passer sans transition aux prix les plus bas, une Femme au tub fait 5.700, un Portrait de femme, 13.500 — « toile en mauvais état, crevée », avait loyalement annoncé l'homme au marteau d'ivoire. Les Enfants assis sur le perron d'une maison de campagne, dont on demandait 5.000 francs, sont adjugés à 17.600. Un tout petit panneau, 33 centimètres sur 23, mais clair, léger, presté et pimpant : Colombine et Arlequin (décor de site montagneux), est enlevé à 35.100 francs.

La vente avait commencé par les pastels : 32.600, Trois danseuses (jupes bleues, corsages rouges) ; 32.500, Deux danseuses (décor d'arbres).

Le dernier des pastels, Aux courses (trois femmes causant), est adjugé à 30.000 fr.

Au total, sans compter les dessins, qui ont été soumis à des enchères provisoires, cette journée a produit près de 1.700.000 francs.

M. Degas, le frère du peintre, a repris pour 26.500 francs l'une des deux toiles : Ballet russe (trois danseuses). M. Magnot, député, a acquis Deux danseuses (jupes à gilettes jaunes), 7.200 francs, et le docteur Vial la Toilette après le bain, 25.000 fr.

Reconnu dans la salle : MM. Tristan Bernard, Jacques Doucet, Jean Périer, Pierre Bonnard et nombre de peintres, enfin, appartenant aux écoles les plus opposées. — ROGER VALBELLE.

## LA JOURNÉE DES TÉMOINS À DÉCHARGE LE "BONNET ROUGE" EN CONSEIL DE GUERRE

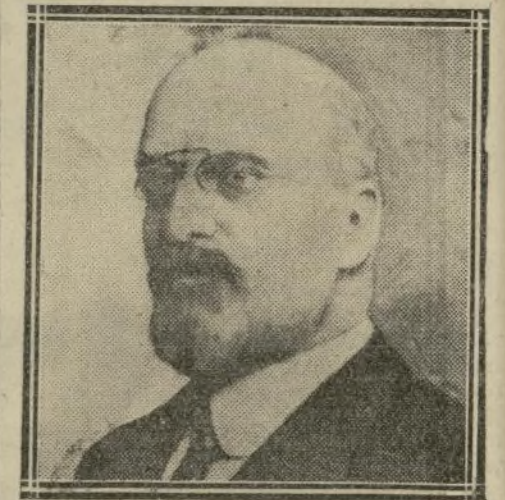
L'hôtelière suisse a refusé de se rendre à Paris; mais elle a déclaré que le reçu de Duval devait être falsifié.

L'audition des témoins à décharge n'occupera vraisemblablement plus qu'une seule audience, celle de demain vendredi. Nombreux, hier, ils se succédèrent à la barre.

C'est d'abord M. Guernut, de la Ligue des Droits de l'homme. Il s'attache à démontrer que les documents Mathieu-Paix-Séailles ne pouvaient et n'ont pu servir aux Allemands.

Puis M. Chiappe, chef de bureau au ministère de l'Intérieur, vient déposer en faveur de M. Leymarie, si gravement attaqué la veille par le lieutenant Bruyant.

M. Chiappe, qui, dit-il, recevait tous les jeudis M. Bruyant à son cabinet, affirme que jamais un renseignement sérieux parvenu à la Sûreté générale ne fut caché au G. Q. G. Chaque jour les rapports lui étaient envoyés; les rapports des préfets



M. HUDELE

photographié hier au conseil de guerre : lui étaient communiqués; enfin, tous les jeudis, M. Bruyant recevait les résultats de la surveillance de la Sûreté.

Et l'on passe aux témoins de Joula. M. Antony Aubin s'adresse à ce dernier et lui dit :

« Je supplie Joula de ne pas interrompre le vieil avocat qu'a commis pour sa défense le bâtonnier de l'Ordre.

« Bon, maître Aubin, interrompé le lieutenant Mornet, je vous assure que votre client n'est pas si bête qu'il veut en avoir l'air. (Rires.)

A dire vrai, les témoins de ce « pauvre Joula » ne le représentent pas comme un parfait érudit. L'un d'eux ne rapporte-il pas que, chargé de faire un article sur la chasse, il écrivit saint Hubert comme « ceinturon ». (Hilarité.) Mais aucun ne le croit capable de trahison.

Et Joula s'écrit solennellement : « A défaut du ressort nécessaire, j'ai ma conscience... »

Pour Landau, ce sont d'abord deux témoignages émus.

Mlle Stiellans qui fut « la compagne de ses jours de bohème », garde pour lui une estime profonde.

Mme Fernande Vial, sa fiancée d'aujourd'hui, déclare que, loin d'être séquestrée par lui, c'est lui qui l'empêcha de l'être par d'autres. Lui seul fournit les premiers fonds de la Tranchée, dont, devenue sa femme, elle voulait être le seul commanditaire. C'est sur sa demande, ajoutée-elle, que se fit le voyage chez M. Cailiaux, qu'elle désirait connaître.

Nombre d'autres témoins viennent attester la probité et le patriotisme de Landau. Le reste de l'audience est consacré à M. Leymarie.

M. Barbier rappelle qu'en temps de guerre la tâche du chef de cabinet du ministre de l'Intérieur était écorçante. M. Leymarie s'y consacra de toutes ses forces, en fonctionnaire dévoué et en patriote ardent et sans reproche.

Mais, cité par le lieutenant Mornet, apparaît un nouveau témoin : M. Hudele.

M. Hudele dépose que, étant chef de la Sûreté, M. Leymarie, alors chef de cabinet du ministre, lui dit un jour : « Vous allez recevoir du ministère de la Guerre un chèque au nom de M. Duval. Vous pourrez convoquer ce dernier et lui rendre le chèque. » Et M. Leymarie lui expliqua que c'était de l'argent de la San Stefano qui avait été confié à l'Hôtel International.

M. Hudele refusa de recevoir le chèque. Le lendemain, coup de téléphone de M. Leymarie et nouveau refus de M. Hudele. Une fois préfet de police, M. Hudele parla de ce chèque au ministre, et l'affaire d'aujourd'hui naquit ainsi.

LE LIEUTENANT MORNET. — N'avez-vous pas eu l'impression qu'on voulait faire endosser par la Sûreté générale la responsabilité de la restitution du chèque ?

— Ce fut mon impression.

Et M. Hudele précise qu'à la suite de cette affaire il rédigea pour ses bureaux une note défendant de recevoir ce chèque.

M. LEYMARIE. — J'ai toujours dit que je ne soupçonnais pas Duval, sans quoi je l'eusse fait arrêter comme Joula.

Sur conclusion de M. Magnan, le conseil donne acte que M. Hudele a été entendu moins de vingt-quatre heures après sa citation.

Enfin M. Mornet donne lecture d'une dépêche de M. Faralicq, annonçant que Mme Amherd refuse de se rendre à Paris, mais déclare que la date du reçu est inexacte et que ce reçu a dû être falsifié. Ce pourquoi M. Faralicq en demande la photographie.

Continuation vendredi.

## L'Allemagne aurait ratifié l'accord de Berne

BALE, 8 mai. — On mande de Berlin à la date du 7 :

« Le gouvernement allemand a ratifié l'accord franco-allemand relatif à l'échange des prisonniers. » (Havas.)

(Aucune confirmation officielle n'est encore parvenue aux Affaires étrangères.)

SITUATIONS Brochure envoyée franco

PIGIER, 52, rue de Rivoli, Paris



LES CONTES D'EXCELSIOR

# L'ŒILLET BLANC

PAR JACQUES CÉSANNE

La Saint-Barthélemy commençait. L'ami-ral de Coligny venait d'être tué par les gens de MM. de Guise.

Averti du danger qui le menaçait, M. de La Force aurait pu s'enfuir. Cependant, il perdit un temps précieux en conciliabules avec des gentilshommes de la religion. Et quand, accompagné de ses deux fils, il voulut franchir le seuil de son hôtel, les gardes du roi, assistés de quelques bourgeois de bonne volonté, lui barrèrent le passage en vociférant.

La bande était conduite par un capitaine du nom de Saint-Martin, qui parla, d'abord, de tout massacrer, mais se radoucit à la promesse que lui fit M. de La Force de lui verser deux mille écus si ses enfants avaient la vie sauve.

Saint-Martin se contenta donc de piller l'hôtel et d'emmener chez lui ses prisonniers. Il leur avait prescrit, au préalable, d'orner leur colifour de mouchoirs disposés en forme de croix, et de retrousser leur manche droite jusqu'au coude, ce qui était le signe auquel les partisans devaient se reconnaître. Grâce à cette précaution, on put arriver sans trop d'encombre chez le capitaine, qui laissa M. de La Force sous la garde de deux Suisses, en lui faisant jurer qu'il ne tenterait pas de s'évader. Il lui donnait, au surplus, toute latitude pour se procurer la rançon convenue.

Puis il s'en fut continuer sa « besogne ». Les deux Suisses pressèrent le gentilhomme de s'enfuir, se déclarant prêts à risquer leur vie pour le sauver. Mais il répondit que sa parole était engagée, et il resta.

Il avait, d'ailleurs, à peine payé sa rançon, que le capitaine revenait : sur son ordre, on entraînait au dehors M. de La Force et ses deux fils, et, vers l'extrémité de la rue des Petits-Champs, le drame s'accomplissait...

Criblés de coups, le père et l'aîné des jeunes gens s'affaissaient sur le cadet, Jacques, qui se trouvait couvert de sang, mais, par miracle, ne fut pas atteint. C'était encore presque un enfant. Il eut assez de présence d'esprit, toutefois, pour se laisser dépouiller de son justaucorps sans se trahir par le moindre geste. Puis, les meurtriers s'éloignèrent...

Quand ils furent partis, un vieillard, employé au jeu de paume de la rue Verdelet, s'approcha des victimes, et, considérant la plus jeune, murmura :

— Pauvre innocent !... Qu'a-t-il fait, celui-là, pour être traité ainsi ?

Jacques de La Force souleva un peu la tête, et dit à voix basse :

— Je ne suis pas mort... Par miséricorde, sauvez-moi !

Le vieux attendit quelques minutes, puis il releva celui qui implorait son aide, le couvrit d'un mauvais manteau, et le conduisit dans la soupenne qu'il habitait sous les toits, en déclarant à des voisins trop curieux :

— C'est mon neveu... Il est saoul comme une grive, et je vais le rosser d'importance, quand il aura cuvé son vin...

Le lendemain, Jacques, après avoir passé la nuit chez ce brave homme, arrivait à l'Arsenal, où sa tante, Mme de Brisenbourg, le cachait dans un cabinet. Cependant, le bruit s'étant répandu que des protestants avaient trouvé asile en cet édifice, le roi donna l'ordre qu'on le fouillât de fond en comble.

C'est alors que Mlle de Biron, la toute jeune fille du grand maître de l'artillerie, emmena Jacques dans sa chambre et le dissimula sous des vertugadins qu'elle avait étendus négligemment sur son lit.

Les archers passèrent à côté de lui sans le découvrir. Il attendit que le bruit de leurs pas se fût assourdi dans les couloirs du palais, puis il se prosterna aux pieds de celle qui venait de lui sauver la vie.

Elle avait à peu près son âge, et déjà s'était une ravissante beauté.

Elle le releva en souriant :

— Maintenant, dit-elle, il faut partir ! Vous n'êtes plus en sûreté ici : on peut revenir d'un moment à l'autre. Nous avons, d'ailleurs, pour vous, un passeport signé de la main du roi !

Mais, dans son cœur d'enfant, Jacques souffrait comme un homme, car ce cœur venait de s'ouvrir au divin mystère... Il répondit :

— Mademoiselle, je vous ai vue hier pour la première fois, mais il me semble que je vous connais depuis toujours... Comment pourrais-je vous quitter ?

Elle rougit et répéta :

— Il le faut, cependant...

— Sans un souvenir de vous ?

Elle pensa, sans doute, que cela devait être bien dur, en effet, car elle prit un œillet blanc dont le parfum s'était avivé à la chaleur de son corsage, et le lui tendit. Puis, gravement, se penchant vers Jacques, elle le baisa au front.

Et le petit proscrit, qui s'en allait, tout seul, vers un destin inconnu, emporta comme un talisman le doux gage de celle qui, plus tard, devait être sa femme... la femme du futur maréchal de La Force...

JACQUES CÉSANNE.

## Un sous-marin allemand coulé par les Américains

WASHINGTON, 8 mai. — Le département de la marine annonce la rencontre du vapeur américain *Tide Water* avec un sous-marin allemand, le 17 mars.

Le second coup de canon tiré par le vapeur atteignit de plein fouet le sous-marin qui s'immorça immédiatement et ne reparut pas. (Havas).

5 HEURES DU MATIN

# DERNIÈRE HEURE

5 HEURES DU MATIN

## LE TEXTE DU TRAITÉ DE PAIX DE BUCAREST

Il a été publié hier à Vienne et entrera en vigueur dès qu'il sera ratifié par les parties contractantes.

BALE, 8 mai. — On mande de Vienne que le traité de paix signé à Bucarest entre l'Allemagne, l'Autriche-Hongrie, la Bulgarie, la Turquie d'une part, et la Roumanie d'autre part a été rendu public aujourd'hui.

Il comprend huit chapitres. Le premier stipule que l'état de guerre est terminé entre les nations signataires de l'accord et qu'elles s'engagent à vivre à l'avenir en paix et en amitié. Il stipule également que les relations diplomatiques vont être rétablies.

### LA DÉMOBILISATION DE L'ARMÉE

Le deuxième chapitre fixe le détail de la démobilisation de l'armée roumaine. Un certain nombre de divisions peuvent rester sur pied de guerre, à cause des opérations militaires conduites par les puissances alliées en Ukraine, opérations pouvant offrir quelque danger pour les frontières roumaines. L'effectif de ces troupes ne pourra dépasser, pour l'infanterie, 20.000 hommes ; pour la cavalerie, 3.200 hommes ; pour l'artillerie, 9.000 hommes. Toutes les autres formations des troupes roumaines qui n'existaient pas en temps de paix seront dissoutes.

Les canons, mitrailleuses, munitions, armes, chevaux, voitures, etc. rendus disponibles par suite de la réduction ou de la dissolution de l'armée roumaine devront être placés, jusqu'à la conclusion de la paix générale, sous la haute surveillance des Empires centraux. Les munitions de l'armée de Moldavie sont limitées à 250 cartouches par fusil, 2.500 cartouches par mitrailleuse et 150 coups par canon.

Les troupes démobilisées et les officiers de réserve peuvent retourner dans les régions occupées. Les officiers de l'armée active doivent être autorisés par les Empires centraux.

A l'état-major roumain de Moldavie sera affecté, comme agent de liaison, un officier de l'état-major général des Empires centraux.

En ce qui concerne les forces fluviales et maritimes, aucune prescription n'est encore imposée à la Roumanie, jusqu'à ce que la situation en Bessarabie se soit éclaircie. Ces forces devront ensuite être ramenées au pied de paix habituel, exception faite pour les forces fluviales nécessaires pour la police du fleuve.

### LES CESSIONS TERRITORIALES

Le chapitre 3 est consacré aux cessions territoriales.

L'article 10 de ce chapitre dit au sujet de la Dobroudja qui, d'après le paragraphe 1 des préliminaires de paix, doit être séparée de la Roumanie, que les dispositions suivantes sont arrêtées :

« A. — La Roumanie restitue à la Bulgarie la territoire bulgare qui lui était cédé par suite du traité de paix de Bucarest de 1913, avec des rectifications de frontières en faveur de la Bulgarie. Sur une carte qui est annexée, la frontière est exactement tracée à l'encre rouge. Cette carte constitue la partie essentielle du traité de paix.

« Une commission constituée par les délégués des puissances alliées doit, après la signature du traité de paix, se rendre dans la Dobroudja pour fixer la frontière sur les lieux et la marquer. La frontière du Danube entre les territoires cédés à la Bulgarie et la Roumanie suit le thalweg du fleuve.

« La délimitation se fera en automne 1918 au moment des basses eaux.

« B. — La Roumanie cède aux puissances alliées la partie de la Dobroudja située au nord de la nouvelle ligne frontière décrite dans l'alinéa A jusqu'au Danube, et plus précisément entre le sommet du delta et la mer Noire jusqu'au bras de Saint-Georges.

« La frontière du Danube entre les territoires cédés aux puissances alliées et la Roumanie est formée par le thalweg du fleuve. Les détails sur la fixation du thalweg doivent être arrêtés entre les puissances intéressées aussitôt après la signature de la paix. La délimitation se fera dans l'automne de 1918 par les basses eaux.

« Les puissances alliées auront soin que la Roumanie reçoive une route commerciale assurée vers la mer Noire par Cernavoda et Constanza. »

L'article 11 de ce chapitre stipule que « la Roumanie est d'accord pour que sa frontière subisse une rectification en faveur de l'Autriche-Hongrie. Une carte annexée porte en rouge cette nouvelle frontière. Cette carte constitue la partie essentielle du traité de

paix. Deux commissions mixtes composées d'un nombre égal de délégués des puissances participantes doivent immédiatement après la ratification du traité de paix marquer sur place la nouvelle ligne frontière. »

### LES FRAIS DE GUERRE

Les habitants des régions occupées ont un droit d'option et peuvent émigrer. Le traité stipule ensuite que les contractants renoncent réciproquement au remboursement de leurs frais de guerre, c'est-à-dire des dépenses qu'ils ont faites pour faire la guerre. Des accords ultérieurs restent réservés pour le règlement des indemnités de guerre.

Les chemins de fer, les postes et les télégraphes restent jusqu'à nouvel ordre sous l'administration militaire des Empires centraux.

Le droit de réquisition de l'armée d'occupation est limité aux fourrages, légumes secs, céréales, laines, bétail, viande provenant de l'année 1918 ; aux bois, pétroles et produits pétroliers, en tenant compte d'une production normale et en réservant les quantités suffisantes pour satisfaire aux besoins intérieurs de la Roumanie.

La Roumanie entretiendra à ses frais l'armée d'occupation ; elle devra rembourser aux Empires centraux les dépenses faites pour les travaux publics, lors de la remise définitive entre ses mains des territoires occupés.

### LA NAVIGATION SUR LE DANUBE

Une convention de navigation sur le Danube devra être conclue par elle. Cette convention sera établie à Munich.

La taxe roumaine d'un demi pour cent sur la valeur des marchandises introduites ou sorties des ports du pays sera supprimée après la mise en vigueur de la nouvelle convention de la navigation du Danube et aussitôt que la Roumanie aura introduit des taxes selon la nouvelle convention pour l'usage des installations publiques devant servir au développement du trafic des navires et de la manutention des marchandises. Cette taxe sera levée de toute façon au plus tard cinq ans après la ratification du traité de paix actuel.

Jusqu'à la réunion de la commission des bouches du Danube, la Roumanie administrera régulièrement et préservera de tout dommage le bien de la commission européenne du Danube qu'elle détient.

L'Allemagne, l'Autriche-Hongrie, la Roumanie, la Turquie et la Bulgarie ont le droit d'avoir sur le Danube des navires de guerre qui peuvent, en aval, aller jusqu'à la mer, et, en amont, jusqu'à la frontière supérieure de leur propre territoire, mais ne peuvent entrer en contact avec un autre Etat et aborder sa rive qu'avec l'approbation de cet Etat, qu'il faudra demander par voie diplomatique, sauf le cas de force majeure. Chacune des puissances représentées dans la commission des bouches du Danube a droit d'avoir, à l'embouchure du Danube, deux navires de guerre légers, comme bateaux stationnaires ; ces bateaux peuvent, sans avoir besoin d'autorisation spéciale, remonter le Danube jusqu'à Braila.

### LA LIBERTÉ DE RELIGION

Une liberté égale est garantie en Roumanie aux religions catholique-romaine, grecque-uniate, orthodoxe, bulgare protestante, musulmane et juive ; elles ont la même protection de la part des lois et des autorités que le culte orthodoxe roumain ; elles ont, en particulier, le droit de fonder des paroisses communes pour les cultes, de bâtir des écoles qui seront considérées comme écoles privées, dont l'activité ne peut être empêchée que dans le cas où elles mettent en danger la sécurité de l'Etat et de l'ordre public.

Il sera promulgué en Roumanie, jusqu'à la ratification de la paix, une loi d'après laquelle toutes les personnes sans nationalité qui ont participé à la guerre, soit dans le service actif, soit dans le service auxiliaire, ou qui sont nées dans le pays ou y sont installées, ou dont les parents y sont nés, doivent être considérées sans plus comme sujets roumains, en ayant tous les droits, et peuvent se faire inscrire auprès des tribunaux comme tels.

Les ratifications doivent être échangées aussitôt que possible à Vienne. Le traité de paix entre, en principe, en vigueur avec sa ratification.

## Le lieutenant Chaput n'est pas rentré

Après le sous-lieutenant Demeuldre, dont la censure nous a empêché hier d'annoncer la disparition, un autre de nos « as », le lieutenant Chaput, n'est pas rentré à la suite d'un combat.

Chaput, qui était étudiant lors de la déclaration de guerre et qui comptait parmi les meilleurs footballeurs de l'un des grands clubs parisiens, s'engagea dès la mobilisation dans l'aviation. Il passait son brevet militaire au début de 1915 sur biplan Caudron et était affecté à un groupe de bombardement. Sa première victoire fut remportée le 12 juin 1915, puis le jeune pilote passa sur avion de chasse.

En 1916, il eut une série de combats qui lui valurent tour à tour les galons de sergent et de sous-lieutenant, la médaille militaire et la Légion d'honneur. Voici les dates de ses victoires officielles :

18 mars 1916, 2<sup>e</sup> avion ; 28 avril, 3<sup>e</sup> avion ; 30 avril, 4<sup>e</sup> avion ; 19 juin, 5<sup>e</sup> avion.

A la suite d'un combat contre un groupe d'une vingtaine d'avions de bombardement, Chaput en abat un dans nos lignes.

21 juin 1916, deux victoires au cours du même vol. L'un des avions tomba en flammes près de Saint-Mihiel, l'autre près du fort de Genicourt.

23 juillet 1916, huitième victoire. Le 24 juillet, Chaput s'attaque à un aviateur qui s'était légèrement éloigné de son groupe. Dans le combat à bout portant Chaput la cuisse brisée. Malgré la douleur et

## LA SITUATION INTÉRIEURE DES EMPIRES CENTRAUX

En Autriche-Hongrie, on réclame une paix rapide ; en Allemagne, le moral de la population est meilleur.

STOCKHOLM, 8 mai. — Le journal socialiste suédois *Politiken* publie d'intéressantes déclarations d'une personnalité qui revient d'Allemagne et d'Autriche.

Selon ce témoignage, d'une valeur toute particulière, la situation en Autriche est très grave, et la monarchie danubienne ne pourrait être sauvée de la dislocation que par une paix rapide.

En Bohême, notamment, la propagande séparatiste gagne chaque jour du terrain, et partout on y acclame l'Entente, ainsi que le président Wilson.

La situation est également grave chez les Slaves du Sud, qui maintenant osent réclamer ouvertement par des grèves et des émeutes la réunion à la Serbie. Les populations serbes commencent à lever la tête et vivent seulement dans l'espoir de pouvoir, au moment propice, chasser l'invasisseur par un soulèvement général.

Le prestige de l'empereur Charles s'est pour ainsi dire évanoui, depuis les révélations de M. Clemenceau.

En Allemagne, par contre, la situation est beaucoup moins précaire. Les difficultés alimentaires sont formidables, mais le peuple les supporte, parce qu'il croit à une victoire prochaine sur le front occidental qui lui permettra d'imposer la paix aux Alliés.

Les chiffres des pertes allemandes, que l'on estime à 600.000 hommes, produisent une impression pénible, mais l'opinion veut croire en un triomphe prochain.

Un officier supérieur faisait confidentiellement cette déclaration : « Nous prendrons Paris et Calais. Cela nous coûtera un million d'hommes, mais nous réussirons. » Cette opinion est actuellement très répandue ; aussi l'esprit impérialiste est-il à son apogée.

Dans les clubs politiques, l'opposition se fait de plus en plus vive contre M. de Kühlmann. Quant aux socialistes, ou bien ils sont ralliés à la politique impérialiste, ou ils se sentent impuissants et attendent une heure plus propice.

En résumé, la situation n'est pas mûre du tout pour la révolution en Allemagne ; mais, si la guerre se prolonge, il est possible que les luttes politiques créent en Allemagne sinon la révolution, du moins une situation extrêmement grave.

## On reparle de la démission de M. de Kühlmann

ZURICH, 8 mai. — On mande de Berlin que le bruit y court avec persistance d'une très prochaine démission de M. de Kühlmann.

Le secrétaire d'Etat aux Affaires étrangères serait décidé à prendre sa retraite après la conclusion de la paix avec la Roumanie. Comme successeur probable, on cite le nom du ministre von Hintze.

## A l'Hôtel de Ville

Le Conseil municipal fait ses adieux à M. Delanney

Une cérémonie tout intime eut lieu, hier, à 3 h. 30, à l'Hôtel de Ville, dans le cabinet du président du Conseil municipal. La plupart des édiles s'étaient réunis pour faire leurs adieux officiels à M. Delanney avant son départ pour le Japon.

En l'absence de M. Mithouard, retenu pour cause de santé, ce fut M. Rendu, vice-président du Conseil municipal, qui prit la parole pour retracer l'œuvre accomplie par M. Delanney durant son passage à la préfecture de la Seine.

Remise fut faite ensuite au nouvel ambassadeur d'une médaille commémorative en or.

Après une courte allocution de M. Deslandres, président du Conseil général, et quelques mots prononcés au nom de la presse municipale, M. Delanney remercia en termes émus.

— Vous m'avez félicité, dit-il, de l'œuvre accomplie ; mais cette œuvre n'existerait pas si je n'avais pu compter sur la parfaite collaboration de ceux qui ont été chargés des intérêts supérieurs de la Cité.

« Cette œuvre est loin d'être terminée, poursuivit-il. Mais le gouvernement la remet en bonnes mains. »

Et M. Delanney fit un vif éloge de M. Aulard, son successeur.

## Activité d'artillerie en Macédoine

(COMMUNIQUÉ OFFICIEL DE L'ARMÉE D'ORIENT). — Activité d'artillerie de part et d'autre sur tout le front compris entre le lac de Doiran et Monastir.

Deux tentatives ennemies sur les positions serbes, près de Vetrenik et à l'est de la Cerna, ont été repoussées.

## Le mauvais temps sur le front italien

ROME, 8 mai. — (Communiqué officiel.) — Sur l'ensemble du front, le mauvais temps a limité l'activité réciproque de l'artillerie et des patrouilles.

## Carte de bois ?

On a parlé de la carte de viande, de la carte de tabac ; voici qu'on parle de la carte de bois.

Le Conseil municipal se préoccupe, en effet, du ravitaillement en combustible pour l'hiver prochain. Du charbon serait réservé aux familles qui ne disposent pas de fourneau à gaz, et du bois de chauffage serait assuré à ceux qui n'utilisent ni gaz ni charbon.

Cette répartition serait effectuée au moyen d'une carte analogue à celle du charbon.

## C'EST LE 31 MAI PROCHAIN QUE DEVAIENT EXPIRER LES POUVOIRS DES DÉPUTÉS

Le 24 décembre dernier, les députés les ont prorogés jusqu'à la cessation des hostilités. Or, présentement, 53 circonscriptions ne sont plus représentées.

Il y a quatre ans, à pareille époque, dans toute la France la bataille faisait rage. Mais il ne s'agissait point de duels d'artillerie, de tirs de mitrailleuses, de ruées à la baïonnette, ni de torpilles sous-marines, pas plus que de bombardements aériens ou de l'envoi de gaz asphyxiants.

Alors, les candidats au Parlement, du haut d'estrades improvisées, exprimaient leur opinion sur la loi de trois ans. Et l'on sait à quelles violentes polémiques donnèrent lieu les élections de 1914.

Après le scrutin de ballottage du 10 mai, pas une circonscription de France qui ne fût représentée à la Chambre des députés pour une durée de quatre années, prenant fin le 31 mai 1918.

Donc, le 1<sup>er</sup> juin prochain, il devrait appartenir à chaque élu soit de solliciter le renouvellement de son mandat, soit de se retirer. Mais, du fait de l'état de guerre, les députés ont décidé, dans la séance du 24 décembre 1917, après avoir entendu l'exposé de M. Deyris, député des Landes, rapporteur de la commission du suffrage universel, de proroger leurs pouvoirs en même temps que ceux des sénateurs représentant les départements compris dans la série C.

Au cours du débat qui a précédé le vote de ce projet de loi, tout a été dit pour et contre ; toutes les objections ont été présentées ; l'exemple des Canadiens et des Américains a été invoqué. Nous ne saurions, en conséquence, revenir sur cette question.

Constatons cependant les nombreux vides qui se sont produits, depuis quatre ans, dans les rangs des parlementaires. Sont morts :

MM. Georges Berry, Millevoye, Vaillant (députés de Paris) ; Nortier (6<sup>e</sup> circ. de Saint-Denis), tué à l'ennemi ; Pierre Goujon (1<sup>re</sup> circ. de Bourg), tué à l'ennemi ; Poullan (3<sup>e</sup> circ. de Nice) ; Albert Poullan (2<sup>e</sup> circ. de Mézières) ; Cibiel (1<sup>re</sup> circ. de Villefranche) ; Chevillon (4<sup>e</sup> circ. de Marseille), tué à l'ennemi ; Jules Delafosse (Vire) ; Lefol (Semur) ; Armez (1<sup>re</sup> circ. de Saint-Brieuc) ; Maurice Bernard (1<sup>re</sup> circ. de Besançon) ; Soubigou (3<sup>e</sup> circ. de Brest) ; Cloarec et comte Albert de Mun (1<sup>re</sup> et 2<sup>e</sup> circ. de Morlaix) ; Ribet (2<sup>e</sup> circ. de Saint-Gaudens) ; Mesnard (Lesparre) ; Chaigne (La Réole), tué à l'ennemi ; Edmond Chapuis (Lons-le-Saunier) ; Alasseur (Gien) ; Georges Cochery (Pithiviers) ; Arthur Legendre (Mortain) ; Marcel Rauline (Saint-Lô) ; Albin Rozet (Vassy) ; de Hercé (1<sup>re</sup> circ. de Mayenne) ; comte Ferri de Ludre et colonel Driant, celui-ci tué à l'ennemi (2<sup>e</sup> et 3<sup>e</sup> circ. de Nancy) ; duc de Rohan (Ploërmel), tué à l'ennemi ; Robin (2<sup>e</sup> circ. de Nevers) ; Jules Dansette et Dubled (1<sup>re</sup> et 6<sup>e</sup> circ. de Lille) ; baron de Mackau (Argentan) ; Briquet et Taillandier (1<sup>re</sup> et 2<sup>e</sup> circ. d'Arras), morts pour la France ; Roden (Saint-Pol) ; Fillet (2<sup>e</sup> circ. de Tarbes) ; Charles Schneider (1<sup>re</sup> circ. de Belfort) ; Ragally (Gray) ; Germain Périat (1<sup>re</sup> circ. d'Autun) ; Dubief (1<sup>re</sup> circ. de Mâcon) ; Laroche (La Flèche) ; Paul Proust (1<sup>re</sup> circ. de Chambéry), tué à l'ennemi ; Deléglise (Saint-Jean-de-Maurienne) ; de Folleville (2<sup>e</sup> circ. de Dieppe) ; André Thomé (Rambouillet), tué à l'ennemi ; Disleau (1<sup>re</sup> circ. de Niort) ; Jouancoux (2<sup>e</sup> circ. d'Amiens) ; Jean Jaurès (2<sup>e</sup> circ. d'Albi) ; Reille-Soult, duc de Dalmatie (2<sup>e</sup> circ. de Castres), tué à l'ennemi ; Marc Mathis (Mirecourt).

Il convient d'ajouter la deuxième circonscription de Troyes et l'arrondissement de Quimper, dont les élections ont été annulées en juin 1914, et qui n'ont pas eu de député depuis le début de la présente législature.

Au total : cinquante-trois circonscriptions électorales actuellement non représentées à la Chambre. (Nous passons sous silence celles dont les élus ont vu lever leur immunité parlementaire.)

Nous pourrions, pour être complets, ajouter que M. A. Sarrant (2<sup>e</sup> circ. de Narbonne) est gouverneur général de l'Indochine ; que MM. J. Thierry (3<sup>e</sup> circ. de Marseille) et Noulens (Mirande) sont ambassadeurs de France à Madrid et à Petrograd ; que M. A. Tardieu (4<sup>e</sup> circ. de Versailles) est haut commissaire de la République française aux Etats-Unis, et que quelques députés combattent sur le front.

Or, il suffit de passer en revue les circonscriptions sans mandataire pour se rendre compte de l'importance des intérêts qui ne sont point défendus.

S'il est impossible de procéder actuellement à de nouvelles élections, n'y aurait-il pas moyen d'apporter un remède à une situation aussi préjudiciable à tant de citoyens ?

Pourquoi, par exemple, ne pas répartir — ainsi que le ministre de la Justice l'a fait pour certains tribunaux de paix — les arrondissements non représentés entre les députés des circonscriptions voisines ? Cette idée n'est que la simple suggestion d'un électeur... — E. CHABANIER.

## La réquisition de la flotte marchande espagnole

MADRID, 8 mai. — Des journaux, s'occupant des décisions prises hier au Conseil des ministres, annoncent qu'un décret sera publié prochainement, réquisitionnant la totalité de la flotte marchande.

## INCENDIE D'UNE DES 14 USINES AMIEUX-FRÈRES

La Maison Amieux-Frères fait savoir à sa clientèle que, malgré les dégâts importants causés par l'incendie de son Usine de Chantenay, elle a continué, sans aucune interruption, les expéditions de toutes conserves, moutardes et confitures et qu'elle est prête à recevoir et à exécuter, comme par le passé, toutes les commandes qui lui seraient adressées.

AVENDRE 16 DOUBLES PORTES CAPITONNÉES avec leurs ferrures, en très bon état. Ecrire : M. Segond, 30, rue d'Enghien, Paris.



